

crise : rafistoler pour durer

quand les clignotants s'allument....

Les grandes déclarations gouvernementales et la débauche des initiatives présidentielles ne changent pas grand chose à l'aggravation de la crise économique. Les manifestations de reprise dans les grands pays industriels, maintes fois annoncées, tardent à se concrétiser. Jusqu'à la publication du dernier indice des prix par l'INSEE (+0,9 % pour le seul mois d'avril), le gouvernement pouvait encore se targuer d'avoir atteint son objectif de freinage de l'inflation. Aujourd'hui, les clignotants du chômage, de l'inflation, de l'ensemble des facteurs de l'activité économique restent obstinément allumés sur la console du « tableau de bord » de Fourcade.



L'optimisme de ce dernier, qui annonçait lors de la préparation du budget de l'Etat pour 1975 une croissance presque normale de 4 à 5 %, a fondu au fil des mois. Fourcade reste le seul à tabler aujourd'hui sur une croissance de l'ordre de 2 %.

Sans faire bien sûr l'apologie de la croissance à la japonaise, il va de soi que cette récession ne va pas améliorer, dans le cadre du système capitaliste, la situation de l'emploi dans les mois qui viennent. Une situation qui risque de devenir d'autant plus explosive que 400 000 à 600 000 jeunes vont se présenter sur le marché du travail, sans perspective d'embauche, après les vacances de l'été.

Conscient des « coups de grisou » que risque de provoquer la conjonction d'indices aussi défavorables, le gouvernement vient de mettre en place un dispositif destiné à limiter les vagues du chômage et à calmer la hausse des prix par des mesures autoritaires.

En ce qui concerne l'emploi, l'objectif des mesures annoncées mardi par Chirac est d'une part de réduire la durée d'activité par l'abaissement de l'âge du départ à la retraite, la diminution de la durée hebdomadaire de travail et l'extension du travail partiel, et, d'autre part, de diminuer les offres d'emploi en allongeant la scolarité ou la formation des jeunes à la recherche d'un premier emploi et en incitant les femmes à rester dans leur foyer. Ce ne sont pas les « stages parkings » de six mois et un péage mensuel de 500 F qui donneront du travail aux jeunes. Mais le gouvernement pourra une nouvelle fois minimiser

le chômage réel et reculer le jour où éclatera l'imposture de la société libérale avancée.

Réduire la demande d'emploi

Ces palliatifs ne visent qu'à réduire la demande d'emploi. Il est clair qu'ils ne sauraient résoudre globalement le problème du chômage.

Par ailleurs, l'abaissement de l'âge de la retraite sans réévaluation du taux des pensions est une douce plaisanterie. En tout état de cause, elle n'incitera pas les travailleurs à amputer volontairement leurs revenus surtout en période d'inflation élevée.

Quant à la diminution de l'horaire légal de travail, cette mesure ne ferait que réglementer un état de fait si elle n'était pas accompagnée du principe du maintien intégral du salaire. Enfin, l'extension du travail partiel est tout simplement inadmissible.

Fourcade n'hésitait pas à stigmatiser récemment l'absence de référence à la liberté d'entreprendre dans la charte des libertés élaborée par le PC. Aujourd'hui, il bloque autoritairement certains prix, notamment ceux de certains produits alimentaires et des services. Curieuse façon de promouvoir la libre entreprise !

Cependant, l'essentiel est ailleurs. Il faut bien constater qu'une fois encore le gouvernement n'agit pas au niveau des causes réelles de l'inflation, mais à celui de ses effets.

L'hypothèse de Charles Levinson sur l'inflation par les investissements et non par les coûts est fondamentalement juste. En d'autres termes, l'inflation est indispensable pour le « redéploiement », car c'est elle qui permet de financer le coût énorme des investissements nécessaires pour le développement de nouvelles industries hautement sophistiquées. Les firmes transnationales dominées par les USA sont les principales responsables de l'inflation actuelle. Les superprofits qu'elles réalisent à court terme plutôt que de les étaler sur une longue période leur permettent de réinvestir massivement dans les nouvelles activités à très forte rentabilité.

Alors, un simple coup d'épée dans l'eau ? Non, car les mesures de Fourcade vont accroître les difficultés de la petite entreprise et hâter la concentration des secteurs d'activité que le capitalisme français veut privilégier pour sortir de la crise.





Jean-Pierre FOURCADE, Ministre de l'économie et des Finances

faire illusion

Le gouvernement essaie de faire illusion en arguant de la solidité retrouvée du franc. Il convient de ramener l'arrogance du pouvoir à de plus modestes réalités.

Le redressement spectaculaire de notre monnaie s'explique autant par le rétablissement rapide de l'équilibre du commerce extérieur français que

par l'afflux de capitaux étrangers attirés par des taux d'intérêts relativement élevés.

En effet, le retour à l'équilibre commercial a été atteint grâce à une diminution très forte de nos importations, au

ralentissement de l'activité économique, à la baisse du prix des matières premières et à la plongée du dollar. De plus, la balance des comptes n'a pu être équilibrée qu'au prix d'importants emprunts sur le marché étranger.

A la limite, une diminution encore plus importante de nos importations permettrait de constater un solde positif de notre balance extérieure... au prix d'un chômage encore plus important.

La société libérale de M. le président est avancée. Pour l'instant, le bricolage est le seul modèle que Giscard ait su développer avec succès depuis un an.

Michel ETIENNE ■

« La Parole et l'Outil » ou le verbiage et l'éclectisme

Conseiller économique de François Mitterrand, figure de proue de la jeune et brillante technocratie progressiste, Jacques Attali fait recette depuis plus d'un an dans tous les débats où la crise est étudiée entre la poire et le fromage des cantines universitaires ou des grandes écoles.

Après l'Anti-Economique (1) qui constatait dès 1974 et en 236 pages le décès de la science économique, La Parole et l'Outil (2) est un essai à la fois de diagnostic de la réalité sociale contemporaine et d'élaboration d'un modèle économique qui consacrerait la libération de l'homme, le tout également en 236 pages. La thèse de l'auteur est schématiquement la suivante. Jusqu'à présent, le système capitaliste a toujours réussi à dépasser ses propres contradictions en sachant « se fabriquer de nouvelles valeurs même provisoires et artificielles ». Aujourd'hui, le défi de la crise semble être hors de sa portée. L'impuissance des dirigeants des Etats capitalistes est « réelle et définitive ».

La société actuelle est de plus en plus envahie par une information multiforme. Sa finalité n'est plus que la poursuite de sa propre rationalité suicidaire.

Constatant à juste titre la mondialisation des « outils » (de production) qui dégradent l'énergie et l'information, Jacques Attali tente de définir la charpente d'une société autonome, qui ne serait asservie ni à l'impératif de la pro-

duction ni « aux simulacres de l'information ».

Pour l'auteur, le monde est entré dans une nouvelle « erre » (traduisez errance) marquée par la faillite définitive de la doctrine keynésienne dont la crise actuelle serait le signe patent.

Encore convient-il de préciser que cette crise n'est que la première étape d'une transition — dont la durée ne peut être bornée avec une exacte certitude — d'un système « explosif », « centralisé », « hétérogestionnaire » et « bureaucratique » (le capitalisme) à un modèle « implusif » (sic !), « décentralisé » et « autogestionnaire » (resic).

Conversion rapide de l'auteur ou affinement d'une pensée particulièrement féconde et multiforme ?

Dans un article publié le 4 janvier 1975 dans le Monde, Jacques Attali préférait alors parler « d'a-crise » : « Il n'y a

pas encore de crise, au moins au sens que la médecine donne à ce mot ».

C'est que l'auteur, loin de limiter son exploration à l'Economie politique, utilise les apports les plus récents de la



"Les galériens des temps modernes."

biologie, de la cybernétique, de l'électronique, de l'informatique, de la physique, de la sémiologie et j'en oublie. Admirable mélange des genres qui vise à transcender la pauvreté conceptuelle de la science économique par un déluge de concepts allégoriques !

Partant des « lois de l'information non signifiante », « cybernétique », « sémiologique » et « inconditionnelle » pour aboutir à « l'auto-réorganisation » par « l'auto-organisation » basée sur les principes « de la dynamique relationnelle » en passant par la « production explosive » puis de « l'a-croissance implosive », le lecteur est saisi d'un vertige métaphysique que, seule, la béatitude astrologique pourrait estomper.

Si rien de ce qu'écrit Attali n'est faux en soi, le mélange des genres le conduit à une incroyable bouillie de chat. Il est regrettable qu'il n'ait pas utilisé plus à fond les puissantes ressources de sa nouvelle dialectique tautologique. Par exemple, il eût été intéressant de préciser que si l'expédience est à l'autogestion implosive ce que l'impédance (3) est à l'hétérogestion explosive, le verbiage est au pédant ce que l'hilarité est au clown.

Imposture de la première à la dernière ligne, la Parole et l'Outil évoque davantage le bavardage et la suffisance qu'il ne constitue un outil de travail théorique original et radicalement nouveau, permettant comme le souhaiterait l'auteur de mettre en place « une nouvelle économie politique et une nouvelle politique économique ».

En tout état de cause, notre but est moins d'« interpréter le monde » que de le « transformer » selon la formule toujours actuelle de Marx. Ce rappel méthodologique ne paraît pas inutile dans la mesure où Attali n'hésite pas à se comparer très modestement à Marx en concluant sa synthèse lyrique

par cette phrase sublime : « ce long effort d'autodé-mystification (auquel Marx lui-même s'est souvent livré à propos de son propre travail) est absolument nécessaire aujourd'hui pour tous les économistes, s'ils veulent éviter de voir toutes leurs propositions théoriques caricaturées en dogme manipulé par un pouvoir dominant ou une caste sûre d'elle-même ». Il reste à espérer que Jacques Attali fera une brillante carrière de psychanalyste de « l'explosion hétéro-gestionnaire ».

Je crains simplement que le divan de la politique ne le relègue au musée des curiosités touristiques.

« L'heure est venue, en tout cas, pour les économistes d'apprendre et de parler le langage politique » (4).

Il paraît plus judicieux de préciser que l'heure est venue, en tout cas, pour les révolutionnaires d'apprendre et de parler le langage économique pour conclure que la place des romanciers de l'Economie, est sous la Coupole et non sur le terrain des luttes politiques.

Michel ETIENNE

(1) L'anti-économique par J. Attali et Marc Guillaume — PUF — Collection Economie en Liberté.

(2) La Parole et l'Outil de Jacques Attali — PUF — Collection Economie en Liberté.

(3) Selon le Robert, le terme impédance désigne « une grandeur qui est pour le courant alternatif l'équivalent de la résistance pour les courants continus ».

(4) Jacques Attali : « Pour une nouvelle doctrine économique » Le Monde du 21 juin 1974

à propos de deux livres



Deux livres sur la crise, deux livres complémentaires. Celui de Michel Bosquet, **Economie et Politique**, (1) ne constitue qu'un recueil d'articles et de contributions parus depuis plusieurs années et qui prennent un relief saisissant aujourd'hui. L'autre, **La crise de l'impérialisme**, œuvre conjointe de Samir Amin, A. Faire, Mahmoud Hussein et G. Massiah (2), s'attaque au problème de l'impérialisme. Dans ce dernier livre, la crise est définie (G. Massiah) comme celle des « conditions de reproduction élargie du capital à l'échelle mondiale, la crise de la division internationale du travail et des alliances de classes. » Malheureusement, à aucun moment, les origines de la crise, ses causes profondes, ne sont analysées.

Le livre de Michel Bosquet, en tant que recueil, n'a pas la prétention d'expliquer la crise sur le plan théorique (3). Cependant, en montrant les blocages de la machine capitaliste à tous les niveaux (automobile, difficultés de la croissance, rôle et limite des multinationales, croissance démographique et forces productives) et en mettant en lumière l'alternative « socialisme ou éco-fascisme » qui s'impose à nous, il donne sa véritable dimension à la crise.

Comme, de plus, le livre de M. Bosquet tente de tracer les grandes lignes de la problématique qui se pose à l'humanité, il ne risque pas de tomber dans les erreurs,

les insuffisances ou le schématisme de **La crise de l'impérialisme**.

Leurs auteurs veulent en effet brosser un tableau complet des lignes de force qui partagent le monde : la division du travail née des rapports entre impérialistes est en crise. Les alliances de classe « social-démocrates » (c'est-à-dire la politique d'intégration de la classe ouvrière par la bourgeoisie) sont en difficulté ; la lutte de la périphérie (anti-impérialiste) a joué un rôle déterminant dans le déclenchement de la crise et dans les perspectives de victoire finale. Même si aucun de ces concepts n'est faux en soi, érigés en système ils donnent un tour dogmatique au discours (notamment dans le chapitre de G. Massiah : « division internationale du travail et alliance de classe »).

Quelle Crise ?

Si, comme nous le pensons, la crise actuelle est une crise du mode de production capitaliste et pas seulement une crise conjoncturelle, elle se traduit par une crise de l'impérialisme. Si, en revanche, on n'a pas déjà analysé la crise en tant que crise du mode de production, partir de la crise de l'impérialisme aboutit à masquer en partie sa signification. En fait, l'impérialisme est un rapport de forces, lui-même déterminé par les nécessités de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale. Ce sont les difficultés de l'accumulation sur un plan mondial qui s'expriment dans la crise. Ce qu'il convient d'analyser

d'abord, ce sont les causes de la crise du taux de profit.

Il ne s'agit pas de reprocher aux auteurs du livre d'avoir eu une optique « politique » et non « économique ». Il n'y a pas d'explication « économique » de la crise. Le livre de M. Bosquet suffirait à lui seul à montrer que tous les choix du capital depuis 25 ans en matière d'accumulation sont éminemment politiques. Par ailleurs, la lutte de classe dans le monde a joué un rôle fondamental dans le processus d'accumulation et dans le déclenchement de la crise. Enfin, si la crise est bien celle du mode de production et de l'ensemble du processus de reproduction du capital, elle est une crise de la valeur et devient par là-même une crise de civilisation. Le mérite de M. Bosquet est de l'illustrer d'une manière éclatante. Quant au livre de Samir Amin, malgré ses lacunes, il

mérite une lecture attentive et critique. Il représente en effet une contribution significative au débat qui s'ouvre.

Jean VERGER

(1) Ed. Galilée.

(2) Ed. de Minuit. Tous deux en vente à la Librairie SYROS

(3) Cependant il faut souligner l'importance de la préface qui, en deux pages, donne une analyse remarquable de la crise.
